L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 19 DECEMBRE 1895. Fondée le 1er septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI, 19 DECEMBRE 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE

Un an	3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

La popularité de la doctrine Monroe.

Nos lecteurs ont sans aucun doute parcouru, d'un regard avide, le message du Président Cleveland sur le conflit Anglo-Vénézuélien et la possibilité d'une intervention des Etats-Unis en faveur de la République menacée, en vertu de la doctrine Monroe. Le problème que, depuis si longtemps, personne n'a osé aborder de front, autour de la solution duquel on s'est évertué pendant plus de soixante dix ans, à tourner, est enfin jeté sur le tapis par le chef de l'exécutif. A la bonne heure ; mais là encore n'est pas la vraie solution de la question. Du Président on peut en appeler au législatif et, du législatif même, au peuple en qui réside la véritable souveraineté ; car, nous sommes, ici, une réelle démocratie, dans laquelle rien de grave ne peut se passer sans le consentement du peuple.

Il s'agit de savoir si, en cas que les choses aillent plus loin, que l'on ne puisse s'entendre avec la Grande Bretagne et qu'il faille en venir aux violences, le chef de l'Exécutif sera cordialement soutenu par les masses populaires et par les autorités des différents Etats de la fédération.

A cet égard, il n'y a certainement pas de doute possible. On n'a tout d'abord qu'à lire le compte-rendu des deux courtes séances du Sénat et de la Chambre, où a été lu cet important document, pour se convaincre qu'il a été accueilli, avec un égal enthousiasme par les deux partis opposés. Les graves sénateurs n'ont pas plus hésité que les populaires représentants de la Chambre basse à formuler hautement et fièrement leur opinion. Tous, sans aucune distinction, approuvant le message.

Il en est de même dans les différents Etats. Le gouverneur O'Ferral, de la Virginie ; le gouverneur McKinley, de l'Ohio ; le gouverneur Stone, du Mississipi, se sont déjà prononcés ouvertement. Ce sont les seules grandes autorités dont les déclarations nous soient encore parvenues ; mais d'ici à vingt-quatre heures, le bloc des approbations enthousiastes aura, en roulant à travers l'Union, fait la boule de neige et entraîné avec lui tous les chefs d'Etat et toutes les masses populaires.

Une grande partie des associations de vétérans, de quelque origine qu'en soient les membres et sous quelque drapeau qu'ils aient servi jadis, ont déjà offert leurs services à l'Etat. Il y a, surtout dans l'Union, au nord et au sud, une population considérable qui, tout en étant d'origine étrangère, prend une part extrêmement active aux affaires publiques et y exerce une grande influence. Or, cette population est animée de la haine la plus ardente contre l'Angleterre, et il n'est pas douteux qu'en cas de guerre avec la Grande Bretagne, elle prendrait les armes avec un enthousiasme unanime. Elle a déjà offert un contingent de cent mille hommes.

Que la Doctrine Monroe soit profondément populaire, aux Etats-Unis, cela ne fait pas le moindre doute, et c'est précisément ce qui donne tant de gravité à la situation. La question vient d'être brusquement, fatalement mise sur un terrain tellement brûlant qu'aucun arrangement n'est guère possible, sans que l'une des deux parties ne se résigne à quelque concession, sinon humiliante, au moins pénible.

Et voilà comment, à l'instant même, où tout le monde avait les yeux tournés vers l'Orient, d'où devait partir l'étincelle qui allait mettre le monde en feu, c'est du côté contraire, de l'Occident, que part la fusée qui menace de tout embraser.

La recherche de la paternité

Au moment même ou expirait Alexandre Dumas fils, qui plaida si chaudement la cause des enfants naturels, la commission d'initiative parlementaire en France, se prononçait pour la prise en considération de la proposition dont M. Gustave Rivet a, pour la troisième fois, depuis qu'il est député, saisi la Chambre, en vue d'autoriser la recherche de la paternité.

Voici les principaux motifs que le rapporteur de la commission, M. Odilon-Barrot, fait valoir à l'appui de cette décision :

Les penseurs et les humanitaires se demandent depuis longtemps si la loi naturelle ne fait pas un devoir à ceux qui ont aidé à mettre un monde de petits êtres, d'autant plus dignes d'intérêt qu'ils sont plus dépourvus des choses les plus essentielles, de leur venir en aide sur le seuil de la vie et tant que durera la période pendant laquelle ils seront dans l'impossibilité de se suffire. Ils se demandent aussi quelquefois si ce devoir n'incombe pas au moins autant, si ce n'est pas davantage, au père qu'à la mère, dont la position délicate, l'allaitement et les soins du ménage diminuent relativement les moyens d'action. Si, dans ces conditions, le père oublie ou omet de remplir ces devoirs résultant de la loi naturelle, n'appartient-il pas à la loi civile de les lui rappeler, ou même de les lui imposer ? La société a-t-elle le droit, après avoir flétri ce petit être du nom de bâtard, de lui faire supporter le poids d'une faute qu'il n'a pas commise ? Il y a une loi Grammont qui protège les animaux, y compris les taureaux sauvages ; pourquoi n'y en aurait-il pas une aussi pour protéger les enfants ?

On a dit d'autre part que, en ce qui concerne les enfants adultérins, les principes sociaux en recevraient une grave atteinte. On invoque souvent les principes sociaux, quand il s'agit de s'opposer à une réforme importante dans l'ordre familial. C'est possible ; mais je m'y arrêterais peu en songeant qu'au regard de cette atteinte hypothétique une créature serait sauvée, et j'y verrais de préférence un grand avantage moral.

Sans doute, observe ensuite le rapporteur, on ne saurait aller aussi loin que l'ancien droit et la jurisprucence antérieure à 1790 qui "ont été jusqu'à imposer la charge de la paternité à tous ceux qui étaient convaincus d'avoir entretenu des relations intimes avec la mère de l'enfant et pouvaient être considérés comme les pères présumés de celui-ci". Et M. Odilon-Barrot conclut ainsi :

Nous pensons non seulement que la responsabilité de la paternité doit être établie dans les conditions prévues par l'article 1382 du Code civil, comme toutes les responsabilités provenant du fait de celui qui s'est rendu l'auteur du préjudice causé à autrui. Nous estimons que le juge doit avoir un pouvoir absolu d'appréciation pour déterminer le fait imputé au père supposé de l'enfant par la mère, et qu'il devra s'entourer de tous les moyens qui seront de nature à éclairer sa décision, la demanderesse ayant surtout, suivant l'axiome du droit, l'obligation stricte de faire la preuve, mais le défendeur ayant aussi tout recours ouvert pour opposer, par la voie de la contre-enquête, les preuves aux preuves et les témoignages aux témoignages.

Nous partageons, en un mot, l'opinion de Loysel, quand il dit : "L'auteur de l'enfant, le bâtard nourrir." Mais encore faut il établir qu'il en est l'auteur et ne pas laisser à de vagues présomptions le pouvoir de décider d'un fait aussi grave.

Le rapporteur termine en rappelant que la recherche de la paternité a déjà été introduite, sous des formes plus ou moins étendues, dans leurs législations, par l'Angleterre, l'Autriche, le grand-duché de Bade, la Russie, la Serbie, la Suède, la Prusse, l'Italie, la Hongrie, la Pologne, la Saxe, les Etats-Unis, la Bolivie et plusieurs cantons de la Suisse.

PADEREWSKI ET LA CRITIQUE.

Le célèbre pianiste Paderewski vient d'entreprendre une tournée aux Etats-Unis et sa personne et son talent y sont très singulièrement jugés par la presse. C'est ainsi qu'au lendemain de son dernier concert à Chicago, un journal lui dédiait un dessin représentant *Paderewski à l'ouvrage on les causes du dernier tremblement de terre* (!). C'était déjà là un compliment pas banal, mais une feuille de New York a trouvé mieux encore : elle vient de publier un numéro où l'artiste est représenté avec une énorme tête ronde et l'endeuvante crinière qui fait sa gloire. Une *Ode à Paderewski*, accompagnant ce dessin, commence par cette apostrophe : "O vivant chrysanthème !...."

D'autres journaux, moins enthousiastes, ont amicalement blâmé M. Paderewski "d'avoir porté le cheveu dans cette belle toison dont la longueur se trouve ainsi diminuée d'un pouce au moins, depuis sa dernière tournée." Enfin un journal de modes déclare que non seulement la chevelure de M. Paderewski est moins fournie que jadis, mais "qu'elle a perdu, hélas ! cette *nuance orange* qui faisait l'admiration des connaisseurs." Ne dirait-on pas vraiment que ces critiques musicaux ont appris leur métier dans une boutique de coiffeur ?

UNE COMÉDIENNE AU VATICAN.

Nos dépêches annonçaient, il y a quelques jours, la mort du cardinal Lucien Bonaparte, dont les vertus et la vie si digne et si simple faisaient l'admiration de tous, et voici la touchante histoire racontée à propos du saint prélat par un de ses amis. Rien ne prouve mieux ce qu'étaient la bonté, l'élévation d'esprit, l'indulgence évangélique du vénérable défunt.

* * *

C'était à Rome, en 1870, une jeune comédienne, Mme X.... qui remplaçait la pauvre Desclée dans la troupe française du théâtre Rossini, vit sa santé s'altérer rapidement ; des docteurs furent appelés en consultation, et l'un d'eux ayant oublié par mégarde, sur la table où il avait rédigé son ordonnance, une lettre qu'il écrivait à Paris au médecin de sa cliente, celle-ci apprit, en lisant cette lettre, qu'elle était si gravement atteinte d'un mal terrible, implacable, qu'il ne lui restait plus que quelques mois à vivre.

Tout d'abord la malheureuse s'abandonna au désespoir—elle avait vingt-huit ans à peine—et résolut d'aller au-devant de la mort, d'éviter au moins les souffrances horribles qu'elle devait subir. Mais comme c'était une croyante, une catholique fervente, une mystique, elle reprit bientôt courage, ne songea plus qu'à sauver son âme, et dit qu'elle n'y parviendrait que si, avant de quitter la Ville Eternelle, elle était pardonnée et bénie par le Saint-Père.

Mme X.... me fit part, dit l'ami, de son désir, dont la réalisation m'eût paru facile, tant Pie IX était bon et accueillait toujours paternellement les Français, si elle n'y avait pas joint l'étrange ambition d'être reçue par le Pape, non sous son nom de jeune fille, mais sous son nom de théâtre ; car, disait-elle, avec exaltation, la jeune fille, en moi, n'a pas failli, tandis que la comédienne a besoin de pardon. Or, elle venait de jouer Frou-Frou, et le nom de l'interprète de ce rôle se lisait encore en grosses lettres sur les murs de Rome. Cela compliquait singulièrement les choses ; je ne savais que faire.

Mais la jeune femme connaissait les flatteuses relations que j'entretenais avec le prince Charles Bonaparte, qui, de plus, lui témoignait, à elle, un bienveillant intérêt, comme à tous les Français de passage à Rome, et elle pensait que, par son influence, elle pourrait obtenir une audience du Saint-Père dans les conditions qu'elle précisait, en âme troublée et impatiente de pardon.

Je courus chez le prince et lui communiquai la requête quelque peu hardie dont j'étais chargé.

Tout d'abord, il demeura assez embarrassé, puis, après quelques secondes de réflexion, il me répondit que, seul, son frère le cardinal Lucien était en situation de résoudre favorablement un aussi délicat problème, et nous allâmes immédiatement le trouver. Nous fûmes éloquents, sans doute, le prince surtout, car le vénérable prélat reçut le même jour la comédienne, demeura seul quelques instants avec elle, et le lendemain, on apportait du Vatican à l'artiste sa lettre d'audience.

Qu'avait dit au Pape le cardinal Lucien ?

La vérité tout entière, ainsi que j'en eus la preuve le jour suivant, en assistant à cette audience, qui me donna le spectacle le plus noble, le plus émouvant qui se puisse imaginer.

* * *

Craignant que les forces ne lui fissent défaut pour gravir l'escalier royal et traverser les nombreux salons qu'elle devrait parcourir avant d'atteindre l'appartement du Saint-Père, Mme X.... m'avait demandé de l'accompagner. Quand, enfin, sous la conduite d'un camérien vêtu de soie cramoisie, nous fûmes sur le seuil de la pièce où Pie IX allait recevoir la pensionnaire du théâtre Rossini, nous trouvâmes là le cardinal Lucien, qui voulait accomplir jusqu'au bout sa généreuse mission.

Il ouvrit lui-même la porte de l'appartement, passa le premier ; la jeune femme le suivit, et j'entrai ensuite, demeurant un peu en arrière.

Nous étions en présence du Souverain-Pontife.

Pie IX était dans la trentième année de son règne et venait d'avoir quatre-vingt-quatre ans ; mais il avait conservé une grande vigueur, une parfaite lucidité, tout son esprit vif, plein d'à-propos et de saillies, et cette facilité d'improvisation dont il avait donné tant de preuves.

Sa haute taille était à peine courbée ; les rides profondes qui sillonnaient son visage plein et légèrement coloré n'en altéraient pas l'expression intelligente et fine.

Lorsqu'il vit entrer Mme X...., pâle, tremblante, visiblement prête à défaillir, il se souleva à demi de son fauteuil et lui dit, avec une ineffable douceur, en lui indiquant un siège :

—Asseyez-vous, ma fille, et calmez-vous.

Et comme, au lieu de se rendre à cette invitation, la comédienne était tombée à genoux, il vint à elle et, d'une voix paternelle, les mains pleines de pardon étendues au-dessus de son front courbé, il prononça doucement ces consolantes paroles, qui sont restées ineffaçablement gravées dans ma mémoire :

—Ne désespérez pas ; vous guérirez avec l'aide de Dieu et consacrerez votre talent à l'interprétation des poètes croyants de votre pays. Je vous bénis, ainsi que tous ceux qui vous sont chers. Je bénis aussi votre patrie ; elle a été bien malheureuse ! Dieu l'a punie sévèrement, mais elle retrouvera sa splendeur d'autrefois. Pleine de confiance en la miséricorde divine qui, par ma voix, vous pardonne, allez en paix vers cette terre de France, pour laquelle le prisonnier du Vatican prie sans cesse, oubliant ses fautes pour se souvenir qu'elle est toujours, dans son cœur, la fille aînée de l'Eglise.

Et, de la main qu'il lui avait donnée à baiser, le Saint-Père aida la comédienne à se relever ; puis, d'un ineffable sourire, il la congédia, en la confiant du regard au cardinal Lucien, qui avait assisté à cette scène agenouillé et priant.

Trois mois plus tard, Mme X.... mourait, et, fidèle jusqu'au delà du tombeau à son œuvre de rédemption, le saint prêtre qui l'avait sauvée du désespoir disait une messe pour elle à Saint-Lorenzo in Lucina, son église cardinalice.

Le cardinal était adoré de tous ceux qui l'approchaient ; Pie IX avait la plus grande affection pour lui. Léon XIII l'aimait également, et il le nomma un jour à une des charges les plus enviées du Vatican, qui rapportaient des émoluments considérables. Le Saint-Père savait que le cardinal Lucien n'était pas riche et donnait aux pauvres tout ce qu'il possédait. Mais le digne prêtre, toujours désintéressé, voulut refuser ; le Pape insista, et alors le cardinal s'agenouilla pour le supplier en pleurant de choisir un autre prélat plus digne que lui de la faveur qu'il voulait lui faire.

Léon XIII, ému, céda, mais après avoir serré le cardinal sur son cœur il le congédia en lui disant : "Vous êtes un saint."

Le prince Charles Bonaparte, la marquise de Roccagiovine, la comtesse Primoli et la princesse Gabrielli me pardonneront, je l'espère, d'avoir soulevé si indiscrètement, pour rendre hommage à la mémoire de leur auguste frère, le voile de modestie dont, avec un soin jaloux, il enveloppait ses plus touchants actes de charité chrétienne.

CONGO FRANÇAIS.

Un télégramme de Libreville annonce que M. Liotard, commissaire du gouvernement dans le haut Oubangui à, le 10 juillet dernier, pris possession de Zémio.

Ce point se trouve sur la rive droite du M'Bomou, à plus de 350 kilomètres de son confluent avec l'Oubangui-Ouellé. En face, sur la rive gauche laissée à l'Etat du Congo par la convention du 14 août 1894, se trouve le poste fortifié édifié par le sultan de Zémio, et où résident des officiers de l'armée congolaise.

Lors de la remise par les autorités congolaises des postes établis sur la rive droite du M'Bomou, l'officier français délégué, le lieutenant — depuis capitaine — Vermot a constaté qu'il n'y avait à Zémio, sur la rive française, qu'un poste sans aucune importance et qu'on ne jugea pas alors nécessaire d'occuper. Le poste français le plus avancé était alors Rafaï, à environ 250 kilomètres de la station des Abiras (confluent de l'Oubangui-Ouellé et du M'Bomou) : c'était le lieutenant Mayeux qui l'occupait avec une section de Sénégalais. Plus au nord, à Basso, sur le Bali, à 250 kilomètres des Abiras, était le lieutenant Fouque. Le lieutenant Rémy commandait le poste de Bangasso (sur le M'Bomou, à 100 kilomètres des Abiras). Le lieutenant Langlois était à Oango, à une quinzaine de kilomètres des Abiras, point situé au pied des chutes du M'Bomou inférieur, où peuvent arriver les pirogues de l'Oubangui et où, en raison de sa salubrité, on doit transférer le centre de l'action dans le haut Oubangui.

Toutes les forces militaires que la France a envoyées dans la région sont sous les ordres du capitaine Langlois.

L'occupation de Zémio par M. Liotard, accompagné vraisemblablement par le lieutenant Angot, a une double signification. En premier lieu, ce fait prouve que les populations soumises au sultan de Zémio ne sont pas toutes repassées sur la rive gauche du M'Bomou et que l'on a pu ainsi, à côté du sultanat congolais, reconstituer—ce que l'on pensait pouvoir faire—un petit sultanat français. En second lieu, on doit en conclure que les Derviches ne menacent plus, comme on l'avait craint, les poste français du haut Oubangui, car il est de toute évidence que M. Liotard, dont on connaît la prudence, n'aurait pas avancé de 150 à 200 kilomètres le point terminus de l'occupation dans la vallée du M'Bomou, s'il avait à redouter l'hostilité des contingents armés musulmans.

Pour ce qui concerne, les Français, la dépêche de Libreville présente, on le voit, un très réel intérêt.

Le dernier ministre de l'ancien régime.

Le comte de Taaffe, dont nous annonçions la mort il y a quelques jours et qui, au cours des deux mois qu'à duré son agonie, a montré comme homme les mêmes qualités qu'il avait déployées comme diplomate au pouvoir, est le dernier des ministres de l'ancien régime, exerçant l'autorité délégnée par le prince, non point en doctrinaire ou en homme de parti, mais en vice-souverain. Bien supérieur à M. de Metternich, il est mort sans être haï, si ce n'est par les gens dont la haine est un honneur civique. Par son calme, son habileté, son scepticisme égal à celui de Maurepas, il a maintenu la cohésion de l'empire d'Autriche en présence des rivalités des nationalités, avivées par celles des partis politiques. C'est une perte pour l'empereur, car dans un moment de crise, M. de Taaffe serait revenu au pouvoir, pour prolonger l'existence difficile d'un empire qui craque de tous les côtés, et dont la Triple-Alliance a agrandi les lézardes dans lesquelles elle a fait l'effet d'un coin. Mais l'illustre homme d'Etat était plutôt un viveur qu'un créateur, et il n'eût pas pu fonder à nouveau une situation dont les ciments eux-mêmes s'effritent.

La Générale Bonaparte.

La plupart des biographes ont été très bienveillants pour la première femme de l'empereur : ils lui ont attribué maintes qualités et n'ont pas parlé de ses faiblesses, ou du moins si peu, qu'ils semblent avoir voulu la montrer, moins comme elle a été, que comme il eût été désirable qu'elle fût. C'est pour remettre les choses au point que, dans la présente étude, M. Joseph Turquan a résolu de tout exposer, le bien comme le mal, sans se dissimuler, d'ailleurs, combien une pareille tâche est délicate, quand il s'agit de la vie d'une femme. Mais, allègue-t-il, "la vérité sur Joséphine contribuant à faire connaître la vérité sur Napoléon, il est nécessaire de la dire."—Eh bien, cette vérité n'a rien de flatteur, et cette minutieuse enquête à travers les *Mémoires* et *Souvenirs* d'une vingtaine de contemporains, n'est pas à l'avantage de la "bonne Joséphine".

Sans trop insister sur le passé léger de son héroïne, l'auteur nous la présente tout d'abord dans la société peu recommandable qui fréquentait chez Barras, et il conte les péripéties de son mariage avec celui que l'on appelait alors "le général Vendémiaire". A ce sujet, comme il le fait souvent en son livre, il rectifie ou détruit de fallacieuses légendes : celle du jeune Eugène allant réclamer l'épée de son père à Bonaparte, celle du notaire Raguideau, celle encore d'après laquelle le commandement de l'armée d'Italie aurait été le prix de l'union du général avec la veuve du comte de Beauharnais. Quel contraste il nous montre entre la passion ardente et jalouse du jeune mari et la tranquille indifférence de l'épouse déjà un peu mûre ! Quels orages aussi, quand Joséphine s'attarde à Paris, pour se distraire en des "flirts" variés, notamment avec ce lieutenant Charles, qu'on retrouvera plus tard à la Malmaison !

L'écrivain nous a fait pénétrer ensuite dans l'intérieur, rarement attrayant, du ménage consulaire ; il retrace les incessants tiraillements entre les Bonaparte et les Beauharnais qui, sans trop le montrer, ne s'aiment guère ; il nous fait voir les ennuis de Napoléon, trop souvent astreint au rôle de pacificateur. Quant à Joséphine, c'est bien la plus énervante compagne qui se puisse imaginer ; devenue tardivement jalouse et toujours inquiète au sujet d'un divorce possible, elle passe la moitié de sa vie dans les scènes de larmes ; le reste du temps, c'est une ménagère déplorable, futile, gaspilleuse (38 chapeaux en un mois) ! incroyablement dépensière, criblée de dettes qu'elle n'ose avouer, ne craignant pas pour se procurer de l'argent, de recevoir des pots-de-vin, même d'un Ouvrard, et de s'assujettir à un Fouché, qui lui donne 1,000 fr. par jour.... "pour espionner son mari !"

Telle fut, d'après M. Turquan, la "vraie" générale Bonaparte ; il sera curieux de voir si le portrait de l'*Impératrice Joséphine*, qu'il doit étudier dans un prochain volume, sera plus favorable à l'original.

LA TRISTESSE D'UN EMPEREUR.

On a souvent parlé de la mélancolique jeunesse de Napoléon Ier et des pensées de suicide qui le hantèrent au temps où il était pauvre, inconnu et sans espérance. La jeunesse de son neveu, Napoléon III, ne paraît pas avoir été beaucoup plus heureuse, et, dans une intéressante lettre inédite que publie *l'Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, on voit, chez le futur empereur, apparaître un dégoût de l'existence que justifiaient d'ailleurs sa situation précaire, les froissements de son orgueil et son exil. Cette lettre, datée de Londres, est adressée par Louis-Napoléon, alors âgé de vingt-quatre ans, à son "papa," c'est-à-dire au roi [illegible] Leu, l'ex roi Louis. Elle vaut surtout d'être conservée pour le ton d'infinie tristesse qu'on y sent d'un bout à l'autre : "Je suis si malheureux de ma position ! écrit-il en terminant. Il me prend souvent des accès de désespoir ; car je n'ai rien qui m'attache à la vie que l'amitié de mes parents." —Au milieu des misères de sa destinée aventureuse, a-t-il rêvé parfois, lui aussi, d'en finir avec la vie ?

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

La Convention d'Etat de la Louisiane.

Dépêche spéciale à l'Abeille.

Shreveport, Louisiane, 18 décembre—Les membres de la Convention démocratique de l'Etat de la Louisiane se sont réunis aujourd'hui à Shreveport pour nommer un candidat au poste de gouverneur.

Une opposition à M. Foster s'est manifestée dans diverses parties de l'état, et s'est concentrée sur le juge Samuel D. McEnery, de la Cour suprême, qui a déjà été deux fois gouverneur de la Louisiane.

Les amis du gouverneur Foster disent qu'il sera choisi de nouveau au premier tour de scrutin.

Les élections générales pour l'Etat et la ville seront tenues le deuxième mardi d'avril prochain.

NOUVELLES ETRANGERES.

Le Message de M. Cleveland et les Journaux de Londres.

Indifférence de la population.

Presse Associée.

Londres, 18 décembre. — Malgré la mise en évidence par tous les journaux du Message de M. Cleveland sur la question vénézuélienne, le public, en général, a refusé de s'exciter et même de s'intéresser à la question.

Dans les hôtels, les clubs, les gares, etc., il est rarement fait allusion à l'affaire.

Ceux qui ont lu le message se rendent compte de l'attitude prise par le Président des Etats-Unis, mais l'invariable réponse faite aux reporters à une demande d'opinion est celle-ci : Qu'est-ce que c'est l'en somme !

Mais le message sert de prétexte à la Bourse pour faire baisser les valeurs américaines. Les consolidés ont également baissé ; mais il n'y a pas eu d'excitation.

Un journal fait remarquer que les agioteurs américains seront les seules personnes à souffrir du message, et qu'ils ont de bonnes raisons de se plaindre.

Les commentaires éditoriaux du *New York World* et du *New York Evening Post* sont reproduits à Londres et approuvés comme exprimant l'opinion américaine dans la question.

Les journaux radicaux du soir prennent la question le plus sérieusement.

Dans un article de deux colonnes, le *Star* demande si c'est la guerre. Entre autres choses, il dit : il est difficile d'exagérer la gravité de la situation.

Les Etats-Unis peuvent être assurés que les Anglais, sans distinction de parti, soutiendront fermement les réclamations de lord Salisbury et ne se soumettront pas à la bâbiterie.

L'opinion publique, dit la *Gazette de Westminster*, supportera unanimement lord Salisbury, mais c'est une pitié qu'il ait envenimé la dispute et attaqué la doctrine Monroe.

Les massacres de Césarée.

Une lettre à M. Terrell.

Presse Associée.

Constantinople, 18 décembre—En réponse à une dépêche du ministre des Etats-Unis, M. Terrell, les missionnaires de Marsovan ont télégraphié hier qu'ils sont en sûreté et gardés par des troupes.

Une lettre datée du 2 décembre a été reçue d'un missionnaire américain à Césarée. Elle donne des détails navrants sur les horreurs commises pendant les trois jours précédents.

Le correspondant dit que les Turcs ont parcouru en foule les rues et ont pénétré dans les maisons, lapidant, frappant à coups de bâton et tuant tous les Arméniens qu'ils rencontraient.

La mission américaine n'a cependant pas été attaquée, probablement à cause des ordres donnés par les autorités.

Mais, continue le missionnaire, la barbarie déployée défie toute description. Hommes et femmes ont été littéralement mis en pièces, et mille personnes ont été tuées dans l'après-midi du 30 novembre.

Ce missionnaire dit également que des soldats turcs lui ont avoué que le gouvernement leur avait donné la permission de piller.

Les garçons de l'école américaine sont tous en sûreté dans les bâtiments de la mission, mais la sécurité des missionnaires dépend de la présence des troupes qui les gardent.

NOUVELLES AMERICAINES.

Mort d'un ancien consul.

Presse Associée.

New York, 18 décembre—L'ex-consul général des Etats-Unis à Ottawa, Thomas W. Hotchkiss, est mort à sa résidence de Northport, Longue Island, la nuit dernière, d'une maladie de cœur. Le défunt était âgé de soixante-dix ans. Il laisse une veuve, trois fils et une fille.

Cent mille dollars pour la Commission demandée par M. Cleveland.

Presse Associée.

Washington, 18 décembre—[illegible] bre des [illegible] mité une [illegible] [illegible] pour [illegible] [illegible] pour les [illegible] [illegible] et en [illegible]

Le Message de M. Cleveland et quelques gouverneurs d'Etat.

Presse Associée.

Chicago, 18 décembre. Les dépêches suivantes ont été reçues par le *Record*, en réponse à des requêtes adressées aux gouverneurs des Etats pour obtenir leur opinion sur le message de M. Cleveland :

Carson, Nevada—Pas assez vigoureux ; les citoyens du Nevada sont des partisans de la doctrine Monroe, dans sa plénitude.

D. J. JONES,
Gouverneur.

Salem, Oregon—Si la doctrine Monroe est un principe de vitalité pour notre pays, le président Cleveland a traité comme il le fallait la question vénézuélienne.

WM. P. LORD.

Jackson, Mississipi—Je considère le message de M. Cleveland sur la question vénézuélienne comme ferme et digne d'un homme d'Etat, et je l'approuve entièrement.

J. M. STONE,
Gouverneur.

Atlanta, Georgie—Le message du Président est une interprétation correcte de la doctrine Monroe, et la question vénézuélienne donne l'occasion de la mettre en vigueur. La population de la Georgie approuve le message de M. Cleveland.

W. Y. ATKINSON.

Burlington, Vermont. Le message du président Cleveland est parfait dans sa teneur et rencontrera indubitablement l'approbation de la majorité des populations des Etats Unis sans distinction de parti. Je considère comme un acte d'hostilité envers les Etats-Unis la tentative de la Grande Bretagne d'étendre son territoire sur ce continent, et nous devons vigoureusement affirmer nos droits et les défendre.

WOODBURRY,
Gouverneur.

Les maladies des Bestiaux.

Rapport publié par le ministère de l'Agriculture.

Presse Associée.

Washington, 18 décembre.

C'EST un rapport intéressant, par suite de la prohibition en Allemagne des bestiaux américains, que celui publié par le ministère de l'Agriculture sur la maladie du *cornstalk* et sur l'enquête faite sur une maladie apparemment identique à la rage.

La première a causé de nombreuses pertes aux éleveurs de l'ouest. Les investigations faites ont démontré que ce n'est pas une maladie des poumons, qu'elle n'est pas contagieuse, non plus que d'une nature *microbienne*.

Ce rapport réfute les assertions faites ces années dernières pour discréditer les bestiaux américains.

On prétendait, entre autres chose, que la maladie était identique à la broncho-pneumonie, découverte quelquefois après la traversée de l'Océan par les animaux.

Autant qu'on peut savoir, la maladie du "cornstalk" n'atteint que les bestiaux ayant mangé des "cornstalks" dans les champs.

Le rapport dit qu'il n'a jamais été démontré en Europe que les bœufs américains attaqués de la broncho pneumonie avaient mangé des *cornstalks*, et qu'ils n'avaient pu être nourris de cette substance pendant les trois semaines précédant leur abattage.

Au sujet d'une maladie identique à la rage, très commune dans l'Ouest, le rapport dit que cette découverte peut conduire à des mesures préventives. Il est probable qu'une enquête supplémentaire démontrera que cette mystérieuse maladie provient des morsures de chiens ou d'autres animaux atteints de la rage.

La Grève de Philadelphie.

Presse Associée.

Harrisburg, Pennsylvanie, 18 décembre—Le gouverneur Hastings et l'adjudant-général se sont entretenus plusieurs fois par téléphone avec le Maire Warwick et le général Snowden, de la garde nationale de Pennsylvanie, depuis le commencement de la grève des employés des tramways de Philadelphie.

En cas de besoin, les milices peuvent occuper les rues à une heure de notice.

Dans la soirée la situation ne s'est pas améliorée. Le trafic est entièrement arrêté et il est probable qu'on n'essaiera pas de mettre des chars en circulation ce soir.

Il y a eu quelques désordres causés par les grévistes assemblés dans les rues et autour des stations des tramways, mais non d'un caractère sérieux.

On annonce que des pierres ont été jetées sur un char dans le Mill district.

Le calme paraît être celui qui précède la tempête. La populace est excitée et nerveuse.

Un incident aussi insignifiant qu'un homme courant dans la rue suffit pour causer l'attroupement de gens disposés à causer des troubles.

Pas une seule voiture n'a encore parcouru toute l'itinéraire des lignes sans une forte escouade de police.

L'Archevêque Kenrick mourant.

Presse Associée.

St Louis, 18 décembre—Le vénérable archevêque Kenrick, qui a dirigé le diocèse de St. Louis pendant un quart de siècle, jusqu'il y a deux ans, est très malade depuis une semaine, et on fin a été considérée si proche hier qu'il a reçu l'extrême-onction.

Son ami intime et son médecin depuis quarante ans, le docteur Elisha M. Gregory, a passé la nuit entière à son chevet.

Le vieux métropolitain est légèrement mieux aujourd'hui, mais on s'attend à le voir s'éteindre d'un moment à l'autre.

Le vénérable prélat est âgé de plus de quatre-dix ans.

Auriété au Sénat.

Presse Associée.

Washington, 18 décembre — Une [illegible] adopté au Sénat à pro[illegible] par la Chambre, [illegible] pour prendre [illegible] pour les [illegible] et en

Explosion à bord du St Paul.

Presse Associée.

New York, 18 décembre—Une explosion s'est produite ce matin à bord du paquebot de la Ligne Américaine, St. Paul, dans son dock au pied de la rue Fulton, dans la rivière du Nord.

Quatre blessés ont été transportés à l'hôpital, et on dit que cinq hommes ont été tués.

Les morts sont : James Fawrs, assistant-mécanicien, anglais ; Manning, quatrième assistant-mécanicien ; Robert Campbell, machiniste, New York ; George Williams, machiniste, Hoboken ; Daniel McCullin, aide-machiniste, Brooklyn.

Les blessés sont :

Frank Vespers, troisième assistant-mécanicien, Roxbury, Mass. ; Andrew Heard, garde-magasin, écossais ; Dunham, machiniste, anglais ; A. Fogel, employé, écossais ; Edward Wixhert, mécanicien.

Tous sont grièvement brûlés par la vapeur et sont installés à l'hôpital de la rue Hudson.

Au moment de l'explosion, un peu après sept heures du matin, trente hommes de l'équipage se trouvaient dans la chambre de chauffe et dans la chambre des machines.

Le tuyau principal conducteur de la vapeur, d'un diamètre de trois pieds, a été lancé de la chambre des machines dans la chambre de chauffe en faisant explosion.

On pense que l'accident est dû à une paille dans le tuyau.

Le navire se préparait à partir à onze heures, mais, fort heureusement, aucun des passagers n'était encore à bord.

La force de l'explosion a été terrible et a ébranlé l'immense vaisseau, de la poupe à la proue.

Le bruit de la vapeur s'échappant a suivi la détonation. La vapeur s'est répandue en nuages épais sur le pont et a complètement obscurci le voisinage.

On pouvait entendre les cris des blessés.

La nature de l'explosion rendait extrêmement difficile l'accès de l'endroit où elle s'était produite. Aussi promptement que possible la vapeur a été arrêtée. Presque en même moment quatre hommes blessés sortaient de l'escalier de la chambre des machines et tombaient inanimés sur le pont du navire.

Ils ont été immédiatement transportés dans des cabines où des soins empressés leur ont été prodigués. Deux autres hommes, terriblement brûlés, ont été trouvés presque sans connaissance au pied de l'escalier. Ils ont été transportés sur le pont dès que la vapeur eût disparu. Cinq hommes étaient morts quand on les a trouvés dans diverses parties de la chambre des machines. Leurs têtes et les parties du corps non couvertes semblaient avoir été bouillies.

Leurs corps ont été laissés à l'endroit où ils se trouvaient, recouverts de bâches, et le coroner prévenu.

La plus grande excitation a régné pendant un moment à bord du navire, et on pensait que les chaudières avaient éclaté. La force de l'explosion a été telle qu'elle a démoli une partie d'un compartiment étanche, et a brisé toutes les vitres dans un rayon de cinquante pieds.

La marine américaine.

La défense des côtes.

Presse Associée.

San Francisco, 18 décembre—Irving M. Scott, vice-président et directeur général des Union Iron Works, où ont été construite quelques-uns des meilleurs navires de la flotte, exprime l'opinion que, malgré que la puissance de la marine ne soit pas grande à présent, il serait possible d'improviser une flotte suffisante pour permettre aux Etats-Unis de maintenir le prestige du drapeau.

M. Scott a donné ensuite en détail le nombre des navires prêts à entrer en campagne et de ceux qui peuvent être préparés.

Il a dit : Nous pouvons compter sur trente-quatre navires maintenant prêts ; de plus, sur six monitors à tourelles, six garde-côtes et deux cuirassés en cours de construction, ce qui forme un total de quarante-huit.

Il y a ensuite 13 vieux monitors Ericsson, qui peuvent être préparés en enlevant leurs tourelles et en plaçant deux canons de 8 pouces dans l'intérieur du bâtiment, ce qui en ferait des navires formidables pour la défense de nos ports.

Le New York, le City of Paris, le St-Louis et le St-Paul peuvent être transformés en navires de chasse. Il ne faudrait que le temps nécessaire à l'installation des canons. J'estime que trente jours suffiraient pour les armer.

La candidature du général Harrison.

Presse Associée.

Boston, 18 décembre—Le *Standard* publie une interview avec le général F. J. Morgan, commissaire du service indien sous l'administration du président Harrison, au sujet des possibilités présidentielles.

M. Morgan s'est exprimé ainsi : le sentiment patriotique a pris de telles proportions dans l'ouest et dans le sud que son influence se fait sentir dans toutes les combina